

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/L/65/Add.1

10 avril 1996

(96-1251)

Original: espagnol

ELARGISSEMENT DE L'UNION EUROPEENNE

Liste CXL - Communautés européennes

Communication de la République argentine

La délégation permanente de la République argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 1er avril 1996.

Le 14 mars 1996, le Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a distribué une communication de la Délégation permanente de la Commission de l'Union européenne à Genève¹, au sujet de laquelle le gouvernement argentin souhaite formuler notamment les observations ci-après:

1. Dans le paragraphe d'introduction de la notification en question, l'UE propose que les prix de référence dont il est fait mention à l'article 5 1) b) de l'Accord sur l'agriculture (sauvegarde spéciale pour les prix) soient considérés comme faisant partie intégrante de sa Liste.

Il est difficile de voir sur quelles dispositions se fonde l'UE pour demander ce qui en pratique est une modification formelle de sa Liste, et nous sommes préoccupés par la méthode de retenue pour la communiquer, car elle ne semble pas être envisagée à l'article XXVIII de l'Accord général, pas plus que dans l'Accord sur l'agriculture ou dans d'autres dispositions pertinentes. Certes, avant la conclusion du Cycle d'Uruguay, l'UE a indiqué que les prix de référence pour la SGS faisaient partie de sa Liste, mais à en juger par les renseignements disponibles, elle ne semble pas avoir effectué les notifications, ni suivi les procédures nécessaires pour que ces prix deviennent partie intégrante de ladite liste. Ce vice de forme pourrait constituer un précédent regrettable.

Il est également vrai que l'UE a présenté ultérieurement au Comité de l'agriculture, qui est l'instance normale pour traiter de ces questions, des communications sur la sauvegarde spéciale que la délégation argentine a cependant jugé avoir la priorité sur certains engagements inscrits dans la Liste de l'UE concernant les prix d'entrée. Nous exhortons l'UE de continuer à présenter ces notifications à ce Comité exclusivement.

2. Au paragraphe 3 du même document, l'UE propose de modifier ses Listes en vertu des accords relatifs aux négociations au titre de l'article XXIV:6, sans que ces négociations, comme il est reconnu dans ledit paragraphe, ne soient achevées avec toutes les parties intéressées. Nous ne connaissons pas

¹G/L/65.

les raisons pour lesquelles l'UE a décidé d'ignorer les prescriptions de l'article XXVIII:4 en notifiant une négociation qui n'est pas encore terminée.

3. Dans ce même paragraphe, l'UE fait allusion aux engagements qu'elle se propose de consolider dans sa nouvelle Liste des 15 pays. L'UE a déjà consolidé des engagements au titre du Cycle d'Uruguay, de sorte qu'il est impossible de savoir en vertu de quelle disposition, dans le cadre des disciplines de l'OMC, elle demande que l'on formule des observations sur ces engagements. Il nous paraît aussi inacceptable qu'elle le fasse en annonçant l'achèvement des négociations au titre de l'article XXIV:6 qui peuvent se rapporter seulement à la renégociation de concessions tarifaires et non à celle d'engagements. Ce ne serait pas non plus un moyen qui conviendrait pour la vérification des engagements.

C'est pourquoi il serait important de savoir quelle est exactement la portée de la communication susmentionnée, sur quelles bases juridiques elle est présentée et sous quelle forme juridique l'UE propose de consolider les engagements inscrits dans sa nouvelle Liste. Le gouvernement argentin estime, comme on peut le lire dans le Journal officiel des Communautés européennes n° L334/42 du 30 décembre 1995, distribué le 22 février 1996, qu'en tout état de cause l'UE a reconnu que "les dispositions juridiques appropriées de mise en oeuvre restent à convenir". Il ne nous paraît donc pas raisonnable de proposer un délai de présentation des observations alors que ces dispositions non pas encore été arrêtées.

Etant donné que la renégociation d'engagements présente un intérêt commercial direct pour l'Argentine, mais constitue également un problème systémique fondamental et l'un des points essentiels de l'Accord sur l'agriculture, toute décision à ce sujet devrait être adoptée par le Groupe de travail chargé d'examiner l'élargissement de l'UE, qui pourrait présenter un projet de décision au Conseil du commerce des marchandises.

Pour les motifs exposés ci-dessus, l'Argentine s'oppose à l'entrée en vigueur de la nouvelle Liste de l'Union européenne jusqu'à ce qu'il soit possible de tenir des consultations et d'arriver à un accord sur le champ de chacune des procédures de notification des différents aspects de cette liste, et sur l'organe de l'OMC qui sera chargé d'officialiser ces notifications et de les approuver.